

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de mars 2009

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés durant les mois de décembre 2008 à février 2009, sont résumés ci-après.

Résumé

Les quelque 170 représentants de divers secteurs économiques avec lesquels les délégués aux relations avec l'économie régionale se sont entretenus entre décembre 2008 et février 2009 ont estimé pour la plupart que la situation économique se détériorait rapidement et de façon marquée. Alors que, jusqu'à l'été 2008, la plupart des entreprises jugeaient que la marche des affaires était bonne, voire très bonne, elles ont assisté à un soudain revirement de la situation en septembre et en octobre. Depuis, le ralentissement de la marche des affaires n'a fait que s'accroître.

Les entreprises ont subi différemment les effets de l'effondrement conjoncturel, selon leur branche et leur position sur le marché. L'industrie d'exportation, et en particulier l'industrie des biens d'équipement, ont été frappées de plein fouet. Les

entreprises axées sur le marché intérieur et sur la consommation sont moins soumises à de telles pressions. Cependant, les interlocuteurs de ces secteurs économiques tablent eux aussi sur un ralentissement de la marche des affaires ces prochains mois.

Les entreprises ont réagi à ce repli marqué de la conjoncture en comprimant leurs coûts. Elles ont pris des mesures de grande portée incluant la révision des plans d'investissement. Si elles ont maintenu les investissements importants sur le plan stratégique, elles ont en revanche renoncé à tout ce qui n'était pas absolument nécessaire. Un nombre croissant d'entreprises ont eu recours au chômage partiel ou s'y appêtent. Le nombre de licenciements a lui aussi fortement augmenté en janvier et en février.

L'ampleur et la durée de la crise sont sources de grandes incertitudes. Tous les interlocuteurs s'attendent à une année difficile.

1 Production

Industrie

L'industrie des machines fait partie des branches les plus touchées par la crise. Les entreprises perçoivent celle-ci comme étant nettement plus abrupte, plus intense et plus globale que la récession de 2002 et 2003. En effet, les entrées de commandes avaient alors enregistré un recul plus lent, et qui variait selon les régions, ce qui n'est plus le cas actuellement. Les fabricants de machines destinées à l'industrie textile et les fournisseurs de l'industrie automobile ont subi un fléchissement particulièrement marqué des entrées de commandes. Le tournant était moins serré pour les fabricants de biens d'équipement destinés à l'industrie énergétique et de technologie médicale. Cependant, ces entreprises ressentent entre-temps elles aussi les effets de la crise. Il en va de même pour l'industrie horlogère, qui avait connu un véritable boom ces dernières années.

En dehors de l'industrie des machines, la marche des affaires s'est dégradée surtout pour les producteurs de métaux, de plastiques, de substances chimiques (sauf dans l'agrochimie), de textiles et de vêtements. Par contre, les branches généralement peu sensibles aux fluctuations de la conjoncture, soit l'alimentation et l'industrie pharmaceutique, ont relativement bien résisté.

Le recul des entrées de commandes reflète en partie des mouvements de stocks: Différents interlocuteurs ont indiqué que leurs clients avaient fortement réduit leurs stocks, ce qui s'est directement répercuté sur les carnets de commandes. Cela laisse espérer que les entrées de commandes évolueront à nouveau davantage conformément à la production et aux ventes ces prochains trimestres.

Services

Les effets de l'affaiblissement conjoncturel sur le commerce de détail sont jusqu'ici restés modérés. De nombreux interlocuteurs se sont déclarés positivement surpris par les ventes de Noël. Après le niveau record atteint en 2007, la plupart s'attendait à un ralentissement sensible. Le début de 2009 a été également positif. Des différences sont toutefois à noter selon les produits. Les ventes ont évolué favorablement surtout dans le secteur alimentaire. Les ventes d'articles de sports d'hiver ont également dépassé les attentes. Les biens de consommation durables (électronique, meubles) ont par contre affiché des résultats nettement plus faibles. Les ventes de voitures et la demande de produits de luxe ont également été touchées. Différents interlocuteurs ont expliqué ce phénomène par

l'effet négatif de patrimoine découlant de la crise financière.

Les représentants de l'hôtellerie et du tourisme se sont aussi montrés généralement satisfaits de l'année 2008. Dans l'ensemble, le nombre de nuitées est, certes, resté en deçà des très bons résultats de 2007, mais le recul s'est révélé limité. Par contre, les effets de la faiblesse conjoncturelle se sont fait sentir toujours plus nettement, surtout dans les villes, ces derniers mois. Le tourisme d'affaires a en effet fortement fléchi, et les consommateurs ont désormais tendance à se montrer plus prudents dans leurs dépenses, ce qui s'explique également par un franc fort. Cette évolution négative est compensée en partie par la bonne saison d'hiver que les stations de ski ont enregistrée grâce aux excellentes conditions d'enneigement. Les attentes sont mitigées pour la saison estivale, sans que l'on table pour autant sur un effondrement.

D'autres branches du secteur des services ressentent plus fortement les effets de la crise. Le domaine des technologies de l'information offre encore une image contrastée. Par contre, des représentants du secteur des transports et de la logistique ont signalé que les activités avaient fortement diminué sur le plan international et que les tarifs de fret avaient baissé d'autant. Les médias ont également subi un revers marqué. Les recettes des annonces ont accusé un net recul tous types confondus, des offres d'emplois aux annonces commerciales, en passant par les annonces immobilières.

Les banques ont surtout souffert du recul des commissions, provoqué par la chute des cours des actions et par la diminution du volume de transactions. Selon les interlocuteurs du secteur bancaire, la sécurité et la liquidité sont actuellement les principaux objectifs des investisseurs, la faillite de Lehman Brothers, le scandale Madoff et la fermeture de nombreux *hedge funds* ayant sapé la confiance des clients. Ceux-ci ne veulent plus entendre parler des produits structurés (pour lesquels les commissions étaient élevées). Les banques ont par ailleurs déclaré n'avoir pas changé leur politique de crédit. Elles estiment que leurs marges ont baissé, d'une part, en raison de la forte concurrence sur le marché hypothécaire et, d'autre part, du fait de la difficulté de placer des liquidités de façon rentable. La plupart des interlocuteurs du secteur non bancaire corroborent l'image d'une politique de crédit généralement inchangée. Ils affirment cependant que la marche des affaires fait désormais l'objet d'une surveillance accrue. De plus, il est selon eux plus difficile d'obtenir des crédits importants, et en particulier des crédits d'exportation. Cette tendance est accentuée par le fait que le jeu de la concurrence est limité, les

petites banques n'étant en principe pas prêtes à se substituer à l'une des deux grandes banques. De nombreux clients craignent enfin que les conditions de crédit ne se durcissent en cas de récession persistante.

Des interlocuteurs du secteur des assurances ont fait état d'une forte demande de produits d'assurance-vie. Ils estiment que le taux technique restera un objectif difficile à atteindre dans le domaine de la LPP, et que de nombreuses caisses de pensions dont la couverture est insuffisante recherchent, par conséquent, une solution d'assurance complète.

Construction et immobilier

La plupart des interlocuteurs du secteur de la construction jugent leurs carnets de commandes satisfaisants. L'affaiblissement conjoncturel n'a jusqu'ici pas eu d'effet marqué. Un effondrement n'est pas non plus attendu le prochain trimestre. Les programmes de relance de la Confédération et de différents cantons, fortement axés sur les projets d'infrastructure, contribuent à ce résultat.

La construction de logements s'est particulièrement bien maintenue. Les interlocuteurs de ce domaine continuent de tabler sur un essor vigoureux, les taux d'intérêts faibles devant soutenir la demande. De plus, la propriété du logement attire à nouveau de nombreux investisseurs en raison de la faiblesse de la bourse. La demande en travaux d'entretien et de rénovation est également restée élevée, ce dont profite en premier lieu le domaine de la finition. La marche des affaires était nettement moins bonne dans la construction d'immeubles industriels et artisanaux. De nombreux interlocuteurs ont indiqué que des entreprises avaient mis en attente des projets d'investissement. Les carnets de commande du génie civil font toujours apparaître des différences régionales et sont souvent fortement dépendants de grands projets.

La plupart des interlocuteurs du secteur immobilier ont fait état d'une stabilisation des prix. Ils estiment que la Suisse a évité la formation d'une bulle immobilière du fait que les prix de l'immobilier n'ont pas augmenté de façon excessive en période de haute conjoncture. Ils ne s'attendent donc pas à une forte correction.

2 Marché du travail

Les dépenses de personnel représentent pour la plupart des entreprises le facteur de coûts le plus important. Aussi la crise s'est-elle répercutée avec plus de force sur le marché du travail au cours des

derniers mois. Dans une première phase, les entreprises ont surtout renoncé à renouveler les contrats de travail à durée déterminée et ont poussé leurs collaborateurs à compenser leurs heures supplémentaires. De plus, de nombreuses entreprises ont demandé ces dernières semaines l'autorisation de recourir au chômage partiel. Cependant, cette solution étant coûteuse pour les entreprises, le nombre de licenciements a également augmenté. La main d'œuvre sous-qualifiée est la plus touchée.

Pour l'instant, les entreprises recourent généralement au chômage partiel plutôt qu'à des licenciements, car elles ne veulent pas perdre les personnes qualifiées qu'elles viennent de recruter à grand-peine. En considération de la marche volatile des affaires, elles veulent également pouvoir faire face à une éventuelle reprise, même si celle-ci devait se révéler seulement passagère.

3 Prix, marges et situation bénéficiaire

La concurrence toujours vive s'est encore renforcée avec le tassement de la conjoncture. La marge pour des hausses de prix s'est ainsi sensiblement réduite. Cependant, la concurrence ne se joue pas seulement sur les prix. Des interlocuteurs de l'hôtellerie ont par exemple indiqué qu'ils voulaient offrir, pour le même prix, des prestations supplémentaires.

Le début de la crise a de nouveau intensifié la guerre des prix qui sévit depuis plusieurs années dans le commerce de détail. Du côté des grands distributeurs, Coop a lancé une nouvelle offensive au début de l'année en réduisant le prix de 600 articles de marque. D'autres grands distributeurs ont réagi par des baisses de prix ciblées dans leur propre assortiment. L'entrée en scène d'un nouveau grand fournisseur (Lidl) est désormais au centre de l'attention.

Les marges ont également subi des pressions dans l'industrie manufacturière, où de nombreuses entreprises font état de surcapacités croissantes. La chute des prix des matières premières a amené une certaine détente ces derniers mois. Par contre, la revalorisation du franc par rapport à l'euro et à la livre sterling et l'incertitude qui se reflète dans la grande volatilité des cours de change ont pesé sur ce secteur. Les augmentations de salaires décidées l'automne dernier représentent une charge supplémentaire. D'aucuns les jugent déjà rétrospectivement excessives en considération du ralentissement du renchérissement. De nombreuses entreprises se montrent préoccupées par la volatilité du cours des changes et par la hausse des prix de l'électricité.